

LE RÊVE FRANÇAIS: ANGELA DAVIS À PARIS

ANGELA DAVIS, militante des droits civiques, théoricienne radicale, membre des Black Panthers et du Parti communiste américain, symbole de la lutte contre toutes les formes de domination, elle a su, grâce à sa lutte contre le système carcéral américain, se faire une place unique dans l'imaginaire de gauche de la fin du xx^e siècle. En revanche, bien peu nombreux sont ceux qui connaissent son parcours intellectuel avant son incarcération, la manière dont elle a forgé ses armes politiques et philosophiques. Pour nous, **ALICE KAPLAN*** retrace les années déterminantes qu'elle passa à Paris: étudiante en français, dans une France sortant péniblement de la guerre d'Algérie et encore plombée par son passé collaborationniste, Angela Davis y découvre le Nouveau roman, l'existentialisme, la philosophie, Herbert Marcuse, mais aussi, à distance, les avancées et les violences de la lutte pour les droits civiques. L'histoire de la passion française d'une femme qui ne renonça jamais à conjuguer travail intellectuel et urgence politique.

Écrivaine et historienne, spécialisée dans la littérature française du xx^e siècle, **Alice Kaplan*** est la fondatrice du Duke Center for French and Francophone Studies. Certains de ses ouvrages ont été traduits en français, dont *Intelligence avec l'ennemi: le procès Brasillach* (Paris, Gallimard, 2001). Elle vient de publier *Dreaming in French: The Paris Years of Jacqueline Bouvier Kennedy, Susan Sontag, and Angela Davis* (Chicago, University of Chicago Press, 2012).

Welcome, les Noirs américains. À mort, les Arabes.

«*Tout ce que les Noirs ont à faire, c'est de faire semblant de venir d'un autre pays*», écrit Davis dans son autobiographie. Ou *d'aller* dans un autre pays. Davis se rendit à Paris après sa première année à l'université de Brandeis. Elle avait travaillé sur le campus et à New York pour financer un voyage à Helsinki, où se tenait le Festival mondial des jeunes et des étudiants, et elle devait d'abord retrouver des amies à Paris.

En 1962, l'éducation politique d'Angela Davis progresse à grands pas. À Elizabeth Irwin, elle avait vécu chez le révérend William Howard Melish, qui était engagé dans une longue bataille avec le diocèse épiscopal pour pouvoir garder sa chaire après avoir défendu les victimes du maccarthysme et fait partie d'une association pour l'amitié entre les États-Unis et l'Union soviétique. Davis fit également partie d'un groupe d'étudiants appelé Advance, qui comptait dans ses rangs Bettina Aptheker, la fille d'Herbert Aptheker, historien et père intellectuel du communisme états-unien. Elle avait choisi Brandeis parce que l'établissement était réputé pour sa faculté de théorie sociale, où travaillaient Herbert Marcuse et Philip Rieff, l'ex-mari – plus conservateur – de Sontag. Rien n'aurait pu cependant préparer Davis, même sa lecture de Sartre, de Camus et de Beauvoir, aux premières semaines qu'elle allait passer à Paris.

Comme Sontag, Davis trouva son premier logement à Paris dans un hôtel du Quartier latin. Une grève en gare du Nord lui fit rater son rendez-vous avec son amie Harriet Jackson, de Birmingham, mais elles réussirent à se retrouver par le bureau d'American Express, qui, depuis qu'il servait de boîte à lettres, dès avant la guerre, pour les États-Unis à l'étranger, était devenu une sorte d'ambassade informelle pour les jeunes. Jackson et Davis s'installèrent dans la chambre de bonne qu'une amie de Jackson louait pour l'été. Elles partagèrent cet espace exigu avec Florence Mason, une

amie d'Elizabeth Irwin, également était membre d'Advance.

L'indépendance officielle de l'Algérie fut célébrée dans les rues de Paris le 5 juillet 1962: des cafés servaient des couscous gratuits; partout flottaient le vert et le blanc du nouveau drapeau algérien. Le gouvernement français essaya d'interdire les manifestations de joie de ce jour, redoutant des violences entre les Algériens et les partisans de l'OAS. L'indépendance algérienne n'avait fait que renforcer la détermination de l'OAS. Les semaines précédant la fête de l'indépendance, le *Herald Tribune* rapportait que des cafés musulmans à Paris avaient été «*arrosés au pistolet et à la mitrailleuse depuis des voitures roulant à petite allure*» et liées à l'OAS. En mai, un homme de vingt ans, en camouflage de parachutiste, s'était mis à sa fenêtre, rue de Sontag, pas très loin de la chambre de Davis, et avait arrosé la rue de balles.

L'été 1962, des populations venant d'Algérie arrivaient en masse à Paris: des soldats français libérés de leurs obligations militaires, des Algériens d'origine européenne qui fuyaient le pays depuis un an au rythme de 5 000 par jour, et des travailleurs algériens qui affluaient par centaines de milliers, au moment où leur pays sortait de sa guerre d'indépendance, pour essayer de gagner leur vie en France. Certains de ces travailleurs espéraient une pleine intégration, d'autres entendaient rentrer au pays avec au moins une formation. Davis remarqua bien entendu les Algériens dans la rue, mais les premiers immigrés dont elle fit la connaissance furent une mère célibataire venue de la Martinique et ses quatre enfants. La famille vivait à quelques pas de Davis et de ses amies, dans une chambre aussi petite que la leur.

Contrairement aux musulmans vivant en Algérie, qui, pour avoir la citoyenneté française, devaient en faire formellement la demande, même à l'époque où l'Algérie était encore une colonie française¹, les habitants des trois départements d'Outre-mer qu'étaient la Martinique, la

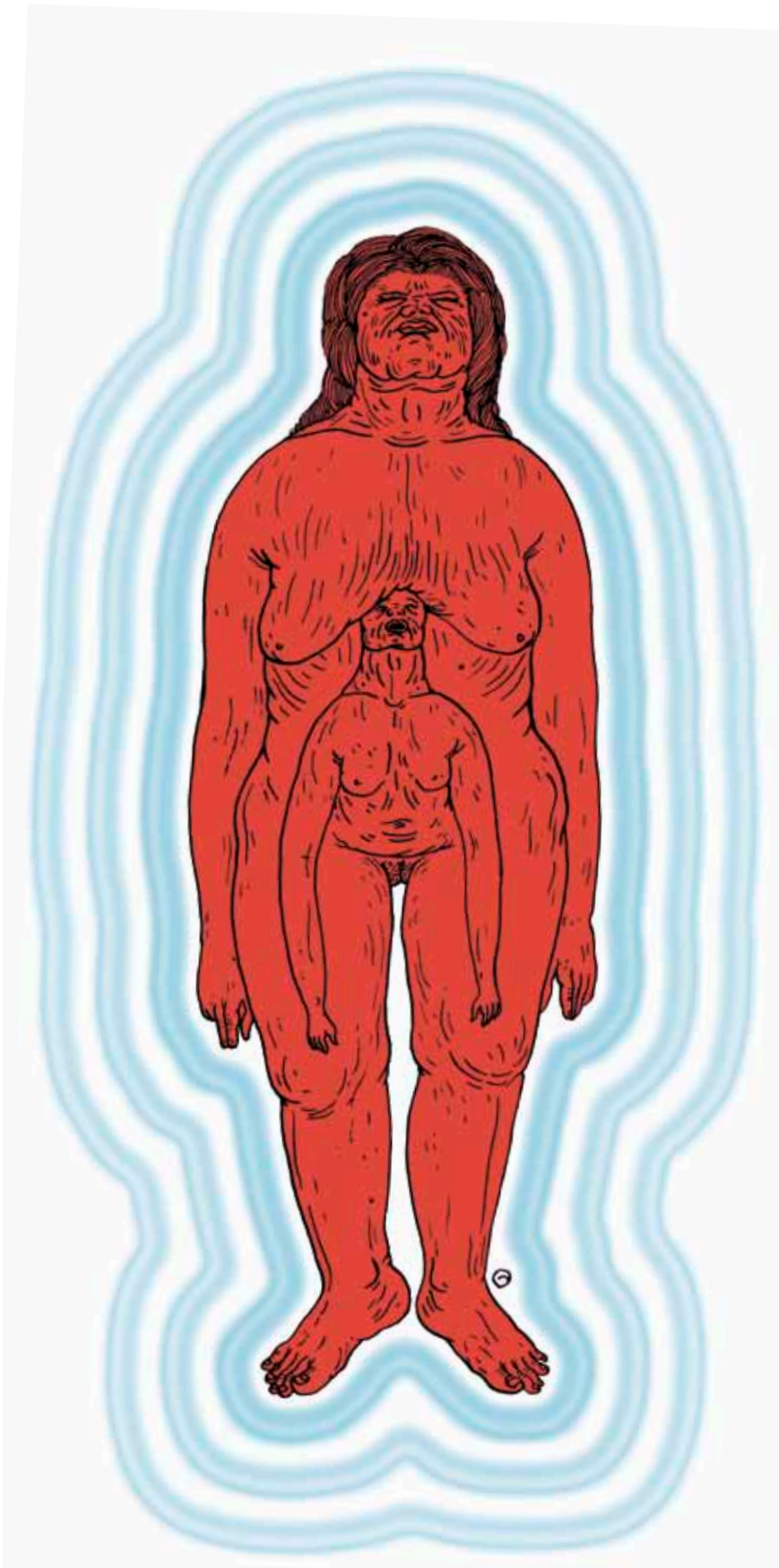


Guadeloupe et la Guyane française étaient citoyens français de plein droit. Le prestige intellectuel et littéraire de la France de la première moitié du ^{xx}^e siècle doit beaucoup à une petite élite d'émigrés antillais, aux premiers rangs desquels l'administrateur colonial et romancier René Maran (1887-1960), né en Martinique et formé à Bordeaux, qui reçut en 1921 le prix littéraire français le plus prestigieux, le prix Goncourt, et le poète Aimé Césaire (1913-2008), martiniquais lui aussi, boursier des meilleures écoles de Paris, qui créa le mouvement de la négritude et devint l'un des grands critiques de la colonisation à l'Assemblée nationale.

Les pauvres de Martinique immigrèrent en France dans les années 1950, à un rythme lent mais régulier, pour échapper à la misère qui accompagnait la mécanisation des plantations et le déclin de l'industrie du sucre. Leur nombre atteignit un sommet quand le gouvernement français créa un bureau pour encourager les migrations des territoires d'Outre-mer afin de fournir une main-d'œuvre bon marché à l'économie de la France métropolitaine, en plein essor depuis la guerre. La mère martiniquaise voisine de Davis faisait partie

de cette vague de migrants qui allaient occuper les emplois peu qualifiés du secteur des services, délaissés par les Françaises de métropole.

D'aucuns ont souvent soutenu – non sans prendre leurs désirs pour des réalités – que les Antillais noirs et francophones vivant en France se considéraient comme pleinement français et n'avaient aucun sentiment d'identité raciale, comme si la citoyenneté était une protection suffisante contre les discriminations. Certes, la citoyenneté n'est pas un privilège négligeable, mais la discrimination opère de façon complexe, en fonction des classes sociales, du contexte, des liens sociaux, de la couleur de peau, même quand la citoyenneté est là. La guerre d'Algérie avait fait naître en France une haine si profonde des Arabes et des Berbères d'Algérie que le mot « algérien » était devenu une identité négative, une tenace étiquette de haine plaquée sur toute personne de couleur. Un grand nombre de Martiniquais ont la même complexion hâlée que certains Algériens d'ascendance arabe, et la Martiniquaise voisine de Davis revenait le soir chez elle avec « *des histoires horribles où on l'avait prise pour une Algérienne* ».



Cette situation fut un réveil difficile pour la jeune Africaine-Américaine qui, pendant sa première année à Brandeis, avait assisté à une conférence de James Baldwin, dont on aimait à dire qu'il avait découvert la liberté à Paris. Aussi est-il important, pour comprendre le rapport de Davis à la France en tant que femme, étudiante et, plus tard, philosophe et théoricienne de la révolution,

de rappeler le pouvoir mythique que la France exerçait sur les Noirs aux États-Unis. Après les deux guerres mondiales, des soldats africains-américains étaient restés en France et avaient refait leur vie dans un pays qu'ils trouvaient bien plus accueillant que le leur. La France avait des égards tout particuliers pour les écrivains et les artistes noirs, et Paris, dans les années 1950 (comme dans les années 1930), avait été le pays de Baldwin, de Wright, de Himes et de Joséphine Baker (devenue citoyenne française dans les années 1930, et qui fut par la suite membre de la Résistance). Saint-Germain-des-Prés dansait au son du be-bop, et, grâce au poète et trompettiste Boris Vian, Miles Davis et Dizzy Gillespie étaient reçus en vedettes dans les boîtes de nuit de la ville. C'est Wright qui a enseigné à Simone de Beauvoir les fondements de ce que W. E. B. Du Bois a appelé « *la double conscience* » raciale, une idée qui allait devenir une référence centrale du *Deuxième sexe*. Beauvoir parlait d'écran, à savoir du sentiment que peut avoir une femme de « jouer » (*perform*) pour des hommes, comme Du Bois parlait du « voile » ou Fanon et la jeune Davis de « masque blanc ». Mais les artistes noirs à Paris étaient agacés par la manière dont le fétichisme de la culture noire américaine avait fini par créer un autre masque. Baldwin avait coutume de raconter qu'il aurait bien voulu écrire une histoire pour les lecteurs français qui se serait intitulée *Je ne joue pas de la trompette*.

Les expatriés noirs américains débattaient de ces questions dans les mêmes cafés où Burroughs, Sontag et d'autres s'étaient réunis quelques années plus tôt : le *Monaco*, près de l'appartement de Wright, rue Monsieur le Prince, et le *Tournon*, près du Jardin du Luxembourg, où venait fidèlement Baldwin, et qui était le premier port d'attache des intellectuels africains-américains à Paris. Davis, lors de son premier séjour d'été à Paris, venait de finir sa première année de faculté, et ses liens avec ce monde dataient d'une dizaine d'années. Mais ce qui dérangeait le plus ces écrivains et ces intellectuels était aussi visible pour l'étudiante de Brandeis que « *les slogans racistes griffonnés sur les murs de la ville et menaçant de mort les Algériens* ». « *J'ai principalement vécu au milieu des misérables*, écrivait Baldwin à propos de ses premières années d'expatrié, *et, à Paris, les misérables sont algériens.* » Quiconque connaissait les deux contextes nationaux ne pouvait ignorer cette analogie évidente : la lutte des Algériens arabes pour l'indépendance, après plus d'un siècle de séparation et d'inégalité, était comparable, à de multiples égards, à la situation des Noirs américains qui luttèrent pour leur libération dans le Sud des États-Unis. À propos de la manifestation pour les Algériens à laquelle elle participa en juillet 1962, place de la Sorbonne, Davis écrit que « *quand les flics l'ont dispersée avec leurs puissants jets d'eau, ils étaient aussi mauvais que les flics réacs de Birmingham* ».

qui accueillait les Freedom Riders avec leurs chiens et leurs lances à eau. »

L'attentat de Birmingham :

Le Herald Tribune et Paris Match

À l'automne 1963, la République algérienne démocratique venait d'avoir un an quand Davis et quarante-cinq autres étudiantes partirent en France suivre le programme d'études d'un an du Hamilton College. Après ce qu'elle avait appris sur le racisme en France l'été précédent, on peut s'étonner qu'elle ait choisi de revenir à Paris pour une année universitaire complète. Le mythe de la France comme refuge contre le racisme sévissant aux États-Unis avait peut-être cédé la place dans son esprit au sentiment que la France était un empire vaincu, où l'on pouvait mener de nouvelles luttes de libération, et où elle aurait accès aux travaux des penseurs qui étudiaient le phénomène de la décolonisation dans une perspective internationaliste. Depuis 1956, Sartre, son auteur favori, avait donné aux *Temps modernes* plusieurs articles sur la torture, le colonialisme et le droit de l'Algérie à l'indépendance. En 1961 il avait écrit la préface des *Damnés de la terre*, de Fanon, et son appartement de la rue Bonaparte avait fait l'objet d'un attentat à la bombe de l'OAS, dans l'une des dernières tentatives de l'organisation secrète pour conserver l'Algérie à la France.

Mais Davis avait une raison bien plus profonde pour revenir à Paris. Elle venait, à 20 ans, de

prendre le français comme matière principale. Grande lectrice de philosophie et de littérature, c'était une étudiante sage, autonome et disciplinée. Elle était moins attirée par le Sartre engagé que par le romancier, le dramaturge et surtout le philosophe. En plus des pièces et des romans, elle avait étudié en autodidacte *L'Être et le Néant*. À Brandeis, elle avait rencontré un étudiant allemand, Manfred Clemenz, qui lui avait fait découvrir d'autres œuvres de philosophie. Ils s'étaient fiancés et il était rentré en Allemagne. Certaines filles du programme soulignent que Davis était aussi partie en France pour se rapprocher de lui.

Quant à sa propre éducation politique, elle était toujours en cours. Davis était encore du côté théorique de la *praxis*. Pour son ami Howard Bloch, un étudiant de l'université d'Amherst participant au programme Hamilton, c'était un modèle intellectuel : une étudiante sérieuse mais qui ne prenait pas au sérieux son savoir. Voici ce que Christie Sagg, étudiante du Wells College, dans une petite ville du Vermont, écrivait à ses parents à propos de la compagne de chambre qui lui avait été attribuée, après qu'un membre de l'équipe de Hamilton lui eut demandé si elle ne voyait pas d'objection à partager sa chambre avec une Noire : « *C'est une fille tout à fait exceptionnelle. Elle parle français mieux que je ne saurai jamais le parler, lit « furieusement » l'allemand parce que son fiancé est allemand, et a une conversation des plus intéressantes. Elle est plus mûre que nous toutes, probablement parce*

LA SÉGRÉGATION, SON SOUVENIR D'ENFANCE

Sallye Davis, la mère d'Angela, était militante autant qu'institutrice. Elle travailla pour le Congrès des jeunes Noirs du Sud, qui militait pour le droit de vote dans le Sud du pays depuis les années 1930. Elle fit du lobbying auprès de ses propriétaires pour qu'ils installent l'eau courante et des toilettes dans l'immeuble où Angela allait naître. Les Davis faisaient partie des familles africaines-américaines qui purent acheter un logement dans un immeuble voisin d'un quartier blanc. Leur quartier était surnommé « Dynamite Hill », à cause des bombes placées là par les ségrégationnistes. (Il y eut, entre 1957 et 1962, une cinquantaine d'attentats à la bombe non élucidés à Birmingham.) Angela, la fille aînée de Franck et Sallye, alla dans une école ségréguée à laquelle elle reconnaît le mérite de lui avoir enseigné les rudiments de l'histoire noire, absente du programme des

écoles blanches de l'Alabama. Elle a su très tôt qu'elle voulait apprendre le français, et comme il n'y avait pas de professeur de français dans son école, elle s'est procuré un livre de grammaire et l'a étudié seule, avant d'enseigner la langue à d'autres enfants en veillant à garder sur eux une leçon d'avance.

Au milieu des années 1950, Sallye Davis s'inscrivit dans une classe d'été de la NYU pour suivre un master, et elle emmena ses filles avec elle à New York. Angela put goûter à de nouveaux privilèges : les zoos, les parcs et les plages étaient accessibles aux Noirs ; on pouvait jouer avec des enfants blancs, noirs ou portoricains, et s'asseoir dans le bus derrière le chauffeur. Le retour à Birmingham fut un réveil douloureux. Elle entendit parler d'un couple qui, parce qu'il était mixte, ne pouvait pas trouver d'endroit où loger et apprit,

choquée, la disparition du père de son amie Harriet, James Jackson : il avait travaillé pour le Parti communiste, et était obligé de se cacher. Dans le monde de ses parents, les pressions conjuguées de la race, de l'activisme politique et de la ségrégation étaient telles que Davis devint une experte en lecture des signes : elle voyait les « *enfants blonds et leurs mères à l'air méchant se pressant autour du guichet du cinéma où elle n'avait pas le droit d'entrer* » ; les mots « *Colored* » et « *White* », déchiffrés bien avant les phrases de Dick et Jane du manuel d'apprentissage de la lecture ; la ligne de démarcation entre sa maison et le quartier blanc, de l'autre côté de la rue. La ségrégation, dirait-elle des années plus tard dans une interview télévisée en France, n'était pas un souvenir d'enfance parmi beaucoup d'autres ; c'était *son* souvenir d'enfance.

A. K.

En relisant aujourd'hui cet article du *Herald Tribune*, on comprend jusqu'où pouvait aller l'incompréhension des Blancs, notamment dans la grande presse.

qu'elle est allée deux ans à l'école à New York avant d'aller à Brandeis, et que c'est son second séjour en Europe.»

Avant de s'installer à Paris, les étudiantes de Hamilton commencèrent leur année par un séjour de six semaines à Biarritz. À l'époque de Napoléon III, Biarritz était la villégiature d'été favorite des riches familles anglaises et russes. Dans les années 1960, du fait de la forte popularité de la Côte d'Azur, la ville était passée de mode. Ce n'était plus qu'une halte pour les touristes en route vers l'Espagne. Pour le groupe de Hamilton, Biarritz fut synonyme de révision de grammaire et de devoirs à la maison. Stagg et Davis y séjournèrent chez une veuve chaleureuse, Mme Salemi, qui les conduisit en Espagne faire du shopping et leur préparait des repas variés deux fois par jour. Avant le dîner, elle leur portait le plat dans leur chambre pour qu'elles le goûtent et donnent leur approbation.

Le 16 septembre 1963, Davis tomba sur un exemplaire du *Herald Tribune*. Ce journal était autant une institution états-unienne en France que le bureau de l'*American Express* ou la librairie anglophone Shakespeare & Co. Lire le *Trib* était un moyen, depuis l'étranger, de remettre un pied chez soi. Ce que Davis lut ce jour-là, en une d'abord, puis dans la dépêche qui suivait, resta gravé à jamais dans son esprit. Quatre filles de 14 ans – Denise McNair, Cynthia Wesley, Addie Mae Collins et Carole Robertson – avaient perdu la vie dans l'explosion d'une bombe posée dans l'église baptiste de Birmingham, sur la 16^e Rue, à Birmingham, en Alabama. La ville d'Angela Davis. Robertson était une amie proche de Fania, la sœur d'Angela, et Wesley vivait dans la maison située juste derrière celle des Davis.

L'article du *Herald Tribune*, qui reprenait une dépêche d'United Press, annonçait d'abord l'attentat à la bombe et la mort des quatre jeunes filles. Puis il mentionnait, dans son deuxième paragraphe, que « des milliers de Noirs furieux sont sortis de chez eux et ont envahi les environs de l'église baptiste de la 16^e Rue ». L'article rapportait ensuite que les responsables de la ville, redoutant des désordres, avaient demandé de l'aide ; que le gouverneur Wallace avait mobilisé des policiers de l'État et demandé à la *National Guard* de leur prêter main-forte ; qu'il avait fallu à la police « deux heures pour disperser une foule hurlante de 2 000 Noirs qui s'étaient précipités vers l'église au bruit de l'explosion » ; et que l'incident avait répandu la peur dans une ville où les attentats à la bombe étaient devenus fréquents. L'article ne disait nulle part que les cibles de ces attentats étaient systématiquement des Noirs. Il fallait attendre le dernier paragraphe pour que le nom des quatre victimes fût cité. L'article n'abordait jamais la question des auteurs possibles de l'attentat. Il se contentait de paraphraser en conclusion le commentaire d'un policier : « La police a reçu un appel radio

signalant une voiture modèle 1960 occupée par deux hommes. L'agent dit que les hommes avaient la peau sombre et pouvaient être des Blancs comme des Nègres. »

Avec le recul, l'article était un tissu d'inepties. Le journal avait-t-il réellement voulu suggérer que l'attentat à la bombe de l'église de Birmingham pouvait avoir été perpétré par des Noirs ? Le grand-père de l'une des victimes y était cité : il dit qu'il aimerait faire sauter toute la ville. On y décrivait un prêcheur venu haranguer la foule et demander aux gens de rentrer chez eux. Quand Davis a écrit son autobiographie, une dizaine d'années plus tard, elle s'est souvenue du moment où elle avait trouvé ce numéro du *Herald Tribune*, de la douleur immense qu'elle avait éprouvée et du sentiment que ses amies blanches du programme Hamilton seraient incapables de le comprendre. Elle se rappelait les avoir quittées pour être seule avec son chagrin. Elle ne cite aucun passage de l'article, mais en le lisant aujourd'hui, on comprend jusqu'où pouvait aller l'incompréhension des Blancs, notamment dans la grande presse.

Les journaux français s'étaient montrés plus sensibles que le *Herald Tribune* à ce qui s'était passé à Birmingham. Le 16 septembre, *L'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français, donnait le ton avec une manchette saisissante : « La terreur raciste règne toujours dans l'Alabama. » En pages intérieures, le titre de l'article se posait des questions sur les criminels. Il décrivait des hommes et des femmes sortant de l'église en courant, couverts de sang et s'évanouissant sur le trottoir. Il soulignait que l'église avait servi de lieu de rassemblement à des militants des droits civiques. Il observait que deux Blancs avaient fui la scène et s'achevait sur le constat que le gouverneur Wallace, après l'attentat, avait décidé l'encerclement de la zone par l'armée pour empêcher toute manifestation.

Paris Match, hebdomadaire illustré populaire – à l'époque, l'un des journaux français préférés des professeurs états-uniens de français en raison de l'accessibilité de sa langue, des potins qu'il colportait et de ses grandes photos en noir et blanc – envoya un reporter à Birmingham après l'attentat. Son article principal présentait George Wallace comme un personnage menaçant : à Baltimore, lors d'une conférence de presse sur les problèmes raciaux, il avait déclaré que « tout le monde parlait d'attaques mais qu'il n'y avait pas eu de morts ». *Paris Match* osait : « Nos correspondants qui ont entendu Wallace, le gouverneur de l'Alabama, prononcer ces mots à la télévision ont eu le sentiment qu'il déplorait presque le manque d'efficacité des terroristes. » Les morts à Birmingham, ajoutait-il, ne s'étaient produites que « soixante-douze heures plus tard ». C'était une interprétation politique, qui, des faits, déduisait des motivations, et elle paraissait dans l'un des journaux les plus grand public, les plus pro-américains et les plus modérés

du pays. Comme le *Herald Tribune*, *Paris Match* soulignait le risque d'escalade de la violence en publiant une grande photo d'un policier blanc imposant, le visage en sang. Mais, dans l'article, les auteurs des violences n'appartenaient pas à la communauté noire ; ils étaient du côté des forces de l'ordre : « *Les chiens policiers, les aiguillons électriques et les bombes* ».

Un bandeau en haut de l'article de *Paris Match* donnait une idée du sens que les Français, en projetant leur propre situation, donnaient aux violences du Sud des États-Unis. « *De nos envoyés spéciaux aux États-Unis, où une guerre d'Algérie semble commencer.* » Ce qui est ironique, c'est que, sous la pression du gouvernement français, de nombreux journaux et magazines français grand public avaient blanchi la police parisienne dans le massacre de manifestants algériens des 17 et 18 octobre 1961. La presse française – ainsi que le *Herald Tribune* – n'avait rapporté que deux ou trois morts du côté des Algériens, et passé le reste sous

silence. Ce n'est pas seulement qu'il était moins douloureux pour la presse française de situer le racisme dans le Sud exotique des États-Unis que de le nommer dans les rues de Paris. C'était aussi une question de répression : les journaux français devaient faire face à la censure et risquaient la saisie s'ils faisaient état de violences policières contre des Algériens. Rien ne pouvait les empêcher, en revanche, de réagir de façon critique aux violences raciales aux États-Unis.

Colocataires, familles d'accueil et paradoxes idéologiques

Quand les étudiantes d'Hamilton commencèrent leurs études à Paris, elles furent classées en fonction de leur maîtrise du français. Davis se retrouva dans le groupe le plus avancé, et suivit ses cours directement à la Sorbonne, avec les autres étudiants internationaux. Elle se retrouva ainsi dans un groupe de sept étudiantes capables de suivre le programme le plus difficile : un cours intensif de

UN PREMIER ACTE DE RÉSISTANCE

Le premier acte de résistance de Davis fut un acte de l'esprit visant à contrôler son identité : « *Je me suis construit un fantasme où, après avoir mis sur mon visage un masque blanc, je me rendais sans cérémonie dans un cinéma ou dans un parc de loisir ou dans n'importe quel endroit où j'avais envie d'aller. Après m'être bien amusée, je faisais une apparition grandiose et théâtrale devant des Blancs racistes et j'arrachais mon masque d'un geste ample, puis je riais comme une folle et je les traitais tous d'imbéciles.* »

Adolescente, Davis pu réaliser son fantasme. Elle partit d'abord vivre dans le Nord du pays, où elle entra dans deux institutions vouées par leur histoire à offrir une éducation progressiste : l'Elisabeth Irwin High School, à New York, dont un grand nombre de facultés avaient été mises sur liste noire sous le maccarthysme, et la Brandeis University, à laquelle on avait donné le nom, juste après la seconde guerre mondiale, d'un membre juif de la Cour suprême, et qui œuvrait au bien-être et à l'égalité sociale de la communauté juive. C'est au lycée Elisabeth Irwin, où elle bénéficiait d'une bourse quaker, que Davis laissa tomber son masque. Elle avait commencé des cours intensifs

de français avec une Française, Madeleine Griner. Cette ancienne combattante du Women's Army Corps, une virago férue de discipline, s'était fait une spécialité de la dictée, cette pierre de touche de la pédagogie française. Il s'agissait pour les élèves de mettre par écrit un texte qui leur était dicté en respectant point par point la grammaire et l'orthographe. Toute élève qui n'avait pas une oreille absolue pour le français risquait d'encourir les foudres de Madeleine. Davis, qui avait appris le français en autodidacte, se donna pour but d'exceller désormais dans cette matière, la plus difficile de toutes.

L'aventure se produisit lors d'un séjour chez ses parents, alors qu'elle était étudiante au lycée Elisabeth Irwin. Angela avait 17 ans, Fania, sa sœur, en avait 13 : « *Fania et moi étions en train de nous rendre à pied au centre-ville de Birmingham quand je lui ai spontanément proposé un plan. Nous ferions semblant d'être des étrangères et, parlant français entre nous, nous entrerions dans un magasin de chaussures de la 19^e Rue et demanderions, en prenant l'accent, à voir une paire.* »

Le plan fonctionna à merveille : « *À la vue de deux jeunes Noires parlant une langue étrangère,*

les vendeuses du magasin s'empressèrent de leur venir en aide. Le plaisir de l'exotisme était suffisant pour triompher provisoirement de leur mépris habituel pour les Noirs. On ne nous mena donc pas, Fania et moi, dans l'arrière-boutique, où une vendeuse noire se serait occupée de nous, hors du champ de vision de la « respectable » clientèle blanche. On nous invita à nous asseoir en plein milieu de cette boutique Jim Crow. J'ai fait semblant de ne pas savoir parler du tout anglais, et l'anglais haché de Fania sortait avec beaucoup de difficulté. Le personnel fit tout son possible pour comprendre quelles chaussures nous voulions essayer. Ravies de parler avec des étrangères – même si c'étaient des Noires – mais frustrées par cette incapacité à communiquer, les vendeuses allèrent chercher le directeur... Il nous posa des questions : d'où venions-nous, que faisons-nous aux États-Unis, qu'est-ce qui avait pu nous conduire dans un endroit comme Birmingham, Alabama?... Après plusieurs tentatives, il finit par comprendre que nous venions de Martinique et que nous étions ici dans le cadre d'un voyage dans tous les États-Unis. »

A.K.

Peut-être était-ce un fantasme nationaliste : si Davis avait une telle maîtrise de la langue, ne devait-elle pas, être l'une d'entre «eux» ?

littérature contemporaine dans un institut spécialisé de la Sorbonne. Douze ans plus tard, lors d'une interview à la télévision, Davis était encore capable de citer avec le sourire le nom complet de l'institut – l'École de préparation et de perfectionnement des professeurs de français à l'étranger – en laissant les mots rouler sous sa langue. L'institut, lié au département de littérature de la Sorbonne, avait pour mission de former de futurs professeurs de français à l'étranger, qu'ils soient eux-mêmes français ou qu'ils aient appris le français comme langue étrangère. En plus des sept étudiantes de Hamilton, le cours était suivi par une soixantaine d'autres venus d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud. Ils avaient deux heures de cours par semaine sur la poésie, le roman et le théâtre, soit un total de six heures.

Jane Chaplin, l'une des colocatrices d'Angela à Paris, qui avait suivi une formation intensive en français au lycée, avait choisi un cours sur les idées contemporaines à l'Institut d'études politiques, là où la jeune Jacqueline Bouvier avait étudié les relations internationales avec Pierre Renouvin. Elle dut toutefois y renoncer : dans le grand amphithéâtre, le cours était inaudible. Elle concentra son travail sur des matières secondaires, avec pour professeurs Pierre Joxe, un futur ministre de l'Intérieur alors âgé de 30 ans, et Alain de Sédouy, qui, en 1969, avait produit le film d'Ophuls, *le Chagrin et la Pitié*, qui avait remis en cause le mythe de la résistance française face aux nazis. Joxe et Sédouy étaient de jeunes Français brillants, ce que Sciences Po avait de mieux à offrir, et, en 1963, l'examen du comportement de la France pendant la guerre n'était tout simplement pas encore d'actualité.

Davis, Chaplin et Christie Stagg logeaient chez une famille du nom de Lamotte, dans une rue paisible du 16^e arrondissement, à deux pas de la place de l'Étoile. Les Lamotte occupaient trois étages d'un bel immeuble. Davis logeait au premier, dans l'appartement de la belle-mère, et partageait sa chambre avec Stagg ; Chaplin vivait plusieurs étages au-dessus, dans l'appartement de la famille Lamotte. Micheline Lamotte, leur hôtesse, était née en 1919 à Auteuil, un quartier riche de l'Ouest de Paris. Quand je l'ai interviewée, en 2010, elle avait 90 ans. Si elle se plaignait d'avoir beaucoup ralenti, l'âge ne semblait pas l'avoir diminuée. Elle me confia qu'elle avait toujours été une femme tonique qui, dans sa jeunesse, aux côtés de son futur mari, avait participé aux mouvements anti-parlementaires des années 1930, en particulier les Croix-de-Feu, mouvement nationaliste d'anciens combattants de la première guerre mondiale. Le 6 février 1934 – date qui allait devenir synonyme de révolte droitière – des groupes d'anciens combattants et des milices de droite avaient manifesté contre l'Assemblée nationale, place de la Concorde, et une émeute avait éclaté. M. Lamotte était là, me déclara fièrement Mme Lamotte.

Micheline Lamotte avait été une adolescente agitée qui s'était fait renvoyer du lycée Molière un an avant le baccalauréat. Elle se considérait comme une athlète et une militante, et avait pour héros l'aviateur Jean Mermoz, l'un des dirigeants des Croix-de-Feu. « *Tous mes enfants avaient un esprit rebelle*, expliquait-elle en présence de son fils, *et ils ont tous été des cancre*. » Elle rejoignit la Résistance dès que la France fut occupée par les nazis. Sa petite-fille, Camille, grandit en entendant l'histoire de l'arrestation de sa grand-mère à la brasserie *La Lorraine*, pour activités de résistance, de son emprisonnement de quatre mois à la Santé, puis de sa libération pour faire de la place à des détenus communistes. Davis, Stagg et Chaplin n'ont jamais rien su de cette arrestation pour activités de résistance, mais elles ont souvent entendu parler de la guerre et de l'ennemi allemand – notion qui, en 1963, devait leur sembler bien abstraite. Chaplin se souvient des remarques acerbes de Mme Lamotte contre les Allemands, les ouvriers et les Nord-Africains (« *les Nordasses* »).

Micheline Lamotte est un cas assez étonnant de paradoxes idéologiques, mais ils n'étaient pas si inhabituels à l'époque. Il y eut d'autres nationalistes de droite dans la Résistance, dont la comtesse de Renty, chez qui Jacqueline Bouvier fut accueillie. Mais comment concilier son féroce anticommunisme avec l'estime qu'elle éprouvait, hier comme aujourd'hui, pour son étudiante étrangère la plus célèbre, dont les idées étaient nettement à gauche ? D'après Chaplin, le respect de Mme Lamotte pour Angela Davis venait de son « *français délicieux, de sa magnifique aisance* ». Madame disait ainsi : « *Angela a toujours le mot juste*. » Quand je l'ai interviewée, Mme Lamotte a prononcé exactement la même phrase. Et elle était persuadée qu'Angela Davis avait un aïeul français. Peut-être était-ce un fantasme nationaliste : si Davis avait une telle maîtrise de la langue, ne devait-elle pas, au moins en partie, être l'une d'entre «eux» ?

Encore aujourd'hui, Mme Lamotte est fière des règles qu'elle imposait pour le dîner. Interdiction de parler anglais. Être à table à l'heure. Pas de bigoudis. Les étudiantes américaines, expliquait-elle, étaient si peu habituées aux dîners assis composés de plusieurs plats qu'elles sortaient souvent leurs appareils pour prendre en photo la blanquette de veau, la tarte aux framboises ou le plateau de fromages. Stagg et Chaplin se rappellent que le repas traditionnel de midi de Mme Lamotte était toujours copieux, mais qu'il n'était pas compris dans la demi-pension. Le repas qu'elles prenaient avec la famille était le minimaliste souper français : des restes du déjeuner, une salade et parfois un œuf ou un morceau de fromage. Après quoi, elles se retiraient dans leur chambre pour apaiser leur faim avec le yaourt qu'elles gardaient en réserve.

Jane Chaplin était née Kaplan. Elle avait un an, en 1945, quand ses parents avaient changé leur



nom de famille en quelque chose de moins visiblement juif. Elle avait les yeux bleus et les cheveux blonds; aussi, comme elle me l'a dit, «elle pouvait «passer»²». Mais elle voulait savoir quelle serait l'attitude de Mme Lamotte une fois qu'elle saurait qu'elle logeait une juive. À Hanoucca, elle décida donc d'acheter un gâteau et demanda aux Lamotte de célébrer cette fête avec elle. À partir de là, se souvient-elle, ses rapports avec la famille se détériorèrent. «Ce fut une découverte importante pour moi de voir qu'être juif signifiait quelque chose

dans le monde, et que je pouvais faire l'expérience de la judéité à travers les réactions des autres.»

Marcuse et Robbe-Grillet

Le retour d'Angela Davis à Brandeis pour sa dernière année fut un tournant de sa vie intellectuelle. Elle avait lu *Éros et civilisation*, de Herbert Marcuse, alors qu'elle était en deuxième année et que Marcuse, lui, avait quitté Brandeis pour une année sabbatique. Il était désormais de retour, et, sous sa houlette, Davis fit l'équivalent d'une



seconde spécialisation, en philosophie, commençant par une étude autodidacte des présocratiques puis passant peu à peu à Platon et Aristote. Elle suivit la classe de premier cycle de Marcuse sur la pensée politique européenne et son séminaire de troisième cycle sur la *Critique de la raison pure* de Kant. Elle garda cependant sa spécialisation en français et passa sa thèse en 1965 sur les romans d'Alain Robbe-Grillet.

Avec Robbe-Grillet, Angela Davis avait choisi l'écrivain le plus étroitement lié, à l'époque, avec l'avant-garde de la littérature française. Robbe-Grillet était publié aux Éditions de Minuit, un éditeur qui était né dans la clandestinité pendant la Résistance et qui était réputé depuis pour son engagement dans l'écriture expérimentale.

Robbe-Grillet rejetait la génération d'écrivains qui avaient connu leur apogée à la Libération – les existentialistes à « message » comme Sartre, Beauvoir et même, absurdement, Camus, qui croyaient que la littérature était le résultat d'une situation et d'une lutte. En 1965, Robbe-Grillet avait publié six romans et un recueil d'essais critiques où il contestait toutes les idées reçues sur la fiction depuis *La Princesse de Clèves*. La littérature, estimait-il, était un monde à part, et la seule révolution qui l'intéressait ne pouvait advenir que dans l'écriture elle-même.

S'il était besoin de confirmer ce que ses amies étudiantes disaient de la puissance intellectuelle de Davis, et à quel point elle leur était supérieure, sa thèse sur Robbe-Grillet y suffirait amplement.

À 21 ans, Davis avait déjà la rigueur analytique et le sens de l'urgence critique qui caractériseraient son œuvre future. Dans sa thèse, elle n'écrit pas seulement en lectrice attentive de Robbe-Grillet, mais en défenseur farouche d'une cause : celle du Nouveau roman et de son potentiel révolutionnaire pour rendre compte de la réalité contemporaine. Par «réalité», elle entendait la bombe atomique, l'anonymat croissant de l'homme contemporain – on disait encore «homme» dans ces années-là, et non humain ou humanité –, qui n'était plus qu'un nombre répertorié dans une immense bureaucratie et dont l'existence était désormais fragmentée par les machines. Cette réalité, disait-elle, signifiait que le roman traditionnel, avec ses personnages volontaires et son intrigue bien menée, ne correspondait plus au monde tel qu'il existait. Ce que Davis appréciait dans Robbe-Grillet, c'est ce qu'elle appelait son «*attitude phénoménologique*», qualité qu'elle définissait en référence à Sartre et Merleau-Ponty, qui étaient venus à la philosophie à travers Husserl et Heidegger, comme elle-même était en train de le faire.

Si elle n'abordait pas de questions politiques dans sa thèse, Davis aboutissait à une conclusion qui exprimait fort bien sa propre lutte pour équilibrer vie de l'esprit et action politique. Elle affirmait que les romans de Robbe-Grillet, par leur caractère expérimental, étaient inaccessibles. Robbe-Grillet avait cessé de publier des romans depuis *Dans le labyrinthe* (1959) et s'était tourné vers l'écriture de scénarios. Pour Davis, ce changement s'expliquait par le fait que le film avait remplacé le roman «*dans sa capacité à créer et à détruire les mythes de la société*». Le film, avançait-elle, était devenu «*le moyen le plus répandu de communication avec les masses d'aujourd'hui*». Elle nourrissait de grands espoirs pour l'avenir de ce romancier devenu cinéaste : «*Peut-être est-ce par l'intermédiaire du film que [Robbe-Grillet] pourra lancer un mouvement qui apprendra à l'homme à voir le monde et à se voir lui-même avec un regard libéré des contraintes de mythes désuets et sans réalité.*» Les «masses», le «mouvement», la «libération» : ces concepts importants pour son évaluation de la littérature étaient déjà des concepts politiques.

Radicalisation et arrestation : Davis devient un symbole

Avant même de devenir un personnage public, Angela Davis avait délaissé le champ de la littérature française. Ses professeurs, en particulier Marcuse, espéraient qu'elle apporterait une contribution importante à la philosophie. Si elle n'a jamais abandonné cependant la pensée française, son rapport avec la France s'est développé en fonction de ses passions et de ses centres d'intérêt nouveaux. Il est facile d'imaginer qu'il aurait fort bien pu en aller autrement, et qu'elle aurait pu mener la vie intellectuelle retirée d'un philosophe

politique. En 1965, elle partit en Allemagne étudier avec Theodor Adorno, le survivant le plus complexe et le plus révérend de l'École de Francfort.

Ses fiançailles avec Manfred Clemenz avaient entre-temps été rompues. Elle trouva un logement à Francfort, dans un espace collectif appelé The Factory, au milieu d'étudiants allemands de gauche, la plupart sociologues. Plus elle avait de liens avec les radicaux allemands, plus ceux-ci lui demandaient de leur parler des différents mouvements de libération africains-américains naissants. Au cours de ses lectures sur l'histoire politique de la gauche aux États-Unis, et plus particulièrement sur les mouvements militants africains-américains comme les Black Panthers, elle ressentit le même choc que celui qu'elle avait connu à Biarritz quand elle avait appris l'attentat à la bombe de Birmingham. Après deux ans à Francfort, elle retourna aux États-Unis pour finir sa thèse avec Marcuse, qui avait quitté Brandeis pour l'université de Californie, à San Diego. Son sujet de thèse était la théorie de la violence d'Immanuel Kant, à partir, principalement, de sa réaction à la Révolution française. On raconte que la nouvelle de la prise de la Bastille l'avait tellement troublé qu'il avait oublié son habituelle promenade de l'après-midi³.

À la fin des années 1960, une période d'intérêt intense pour la pensée révolutionnaire, beaucoup de textes importants étaient français : Frantz Fanon, Albert Memmi et Jean-Paul Sartre sur le colonialisme et le postcolonialisme ; Pierre Vidal-Naquet et Henri Alleg sur la torture ; Henri Lefebvre et Louis Althusser sur la théorie marxiste ; Daniel Guérin sur l'anarchisme. Grâce à sa formation en français et en allemand, Angela Davis avait accès à des analyses politiques et culturelles qui n'avaient pas encore circulé en anglais. Son sens de la politique radicale était ainsi façonné par les philosophes politiques français et allemands, et sa compréhension de leur pensée était en retour façonnée par le climat politique qui l'entourait.

Comme beaucoup de diplômés de l'enseignement supérieur de sa génération, Davis commença à travailler comme professeur assistante après avoir eu ses oraux. Yale et Swarthmore lui proposèrent un poste, mais elle préféra donner des cours à UCLA, ce qui lui laissait le temps de terminer sa thèse. Son parcours jusqu'à la thèse fut rapide, et il semble qu'elle ait été finalement capable de mener de front et avec cohérence son travail politique dans sa communauté et ses recherches à l'université.

Les groupes politiques qui regardaient au-delà des frontières des États-Unis et pour qui la lutte contre le racisme était une question internationale étaient encore rares dans ces années-là. Les marxistes traditionnels n'avaient pas encore réfléchi suffisamment à la race. Les mouvements du Black Power prenaient une tournure

Les groupes politiques qui regardaient au-delà des frontières des États-Unis et pour qui la lutte contre le racisme était une question internationale étaient encore rares dans ces années-là.

Dans un étonnant renversement du destin, les mêmes auteurs que Davis avait lus et sur lesquels elle avait écrit quand elle était une étudiante étrangère de 20 ans, se mobilisaient maintenant pour sa défense.

nationaliste. Davis a dû chercher plusieurs années avant de trouver une organisation correspondant à ses affinités intellectuelles. Le Che-Lumumba Club, à Los Angeles, qu'elle rejoignit en 1968, se composait d'Africains-Américains liés au Parti communiste. Ils avaient choisi ce nom en hommage à Che Guevara et Patrice Lumumba, des révolutionnaires défunts de Cuba et de l'ex-Congo belge. Leurs analyses et leur travail politiques portaient principalement sur la race et ils appréciaient le travail des Black Panthers, tout en étant plutôt sceptiques sur l'avenir du pouvoir noir sans le socialisme. Leurs modèles de société étaient Cuba et l'Algérie post-révolutionnaires.

C'est en partie en raison de son appartenance à ce club qu'Angela Davis se retrouva, en août 1970, sur la liste des personnes les plus recherchées du FBI. Il y avait eu une fusillade dans le tribunal de Marin County, qui avait provoqué la mort d'un juge, de deux prisonniers et du tireur, un lycéen africain-américain du nom de Jonathan Jackson. Les armes qu'il avait utilisées, enregistrées au nom de Davis, avaient été prises dans le coffre-fort du Che-Lumumba Club, et il y avait dans son sac à dos plusieurs textes en français de Davis, dont un journal de sociologie sur l'Algérie indépendante et *L'Anarchisme* de Daniel Guérin. L'une des premières choses que les autorités jugèrent importantes s'agissant de Davis, c'est qu'elle avait passé une année en France. Le FBI interrogea tous les étudiants du programme Hamilton. Il contacta le ministre français de l'Intérieur, qui publia un arrêté interdisant l'entrée du territoire à Davis : « *Angela Davis, communiste américaine, membre des Black Panthers, aujourd'hui recherchée aux États-Unis pour complicité de meurtre, pourrait avoir trouvé refuge en France, selon la presse américaine... Nous allons chercher son nom dans les registres d'hôtel et de pension.* » La police française mena une enquête préliminaire et réunit les seuls documents qu'elle put trouver en France : les dossiers parisiens du Hamilton College.

Entre-temps, malgré leurs différences et leurs querelles, les membres de ce que l'on appelait la gauche parisienne – et qui, sur le plan idéologique, était assez diverse – trouvèrent dans la cause d'Angela Davis le symbole de leurs propres aspirations. Plusieurs groupes se réunirent pour la défendre. Jean Genet dirigeait l'un d'entre eux, à travers son travail pour les Panthers (Davis lui avait servi de traductrice lors de sa visite sur le campus de l'UCLA, en 1970). Le Parti communiste français, qui, jusqu'à l'époque Mitterrand, était le parti de gauche qui obtenait le plus de suffrages aux élections et qui avait une influence politique bien plus importante que le Parti socialiste, envoya un observateur officiel à son procès. Michel Foucault prit la direction d'un troisième groupe de soutien, à travers le Groupe pour l'information sur les prisons. Ainsi, dans un étonnant renversement du destin, et par leurs efforts combinés, les mêmes

auteurs que Davis avait lus et sur lesquels elle avait écrit quand elle était une étudiante étrangère de 20 ans, en 1963-1964, puis à Brandeis dans le cadre de sa spécialisation en français – des hommes et des femmes qu'elle n'aurait jamais cru possible de rencontrer –, se mobilisaient maintenant pour sa défense.

Alors que Davis était encore en prison à New York, après son arrestation par le FBI, en octobre 1970, 400 intellectuels français envoyèrent une requête au gouverneur Nelson Rockefeller, protestant contre le traitement inhumain auquel elle était soumise et demandant sa libération. Il y avait parmi eux Daniel Guérin, qui ignorait encore qu'on avait trouvé un exemplaire de son livre sur l'anarchisme dans le sac à dos de Jackson et qui assisterait au procès d'Angela Davis ; le poète Jacques Prévert, qui écrivit un poème pour elle ; et toute l'équipe des *Cahiers du Cinéma*. En juillet 1971, Genet fit circuler une pétition appelant à la création d'un comité de défense des prisonniers politiques noirs. Il y citait Davis et déclarait que « *la répression ne cessera que si un mouvement de masse intervient pour faire reculer l'ennemi* ». La pétition fut notamment signée par deux romancières que Davis avait étudiées avec le Nouveau roman, Nathalie Sarraute et Marguerite Duras. Elle le fut aussi par Juliette Greco, l'égérie du Saint-Germain-des-Prés de l'après-guerre, ancienne compagne de Miles Davis, et par la comédienne Maria Casarès, fille du dernier chef de gouvernement de l'Espagne républicaine et grande passion d'Albert Camus. Robbe-Grillet, le sujet de thèse de Davis, l'homme qui croyait que son engagement total dans la littérature n'avait qu'un lien « *obscur et lointain* » avec la révolution, signa une lettre pour le gouverneur Ronald Reagan, avec Aragon, Foucault, Picasso et bien d'autres. C'était une demande de mise en liberté sous caution, écrite en anglais, et dont la syntaxe complexe était plutôt une curiosité pour un gouverneur de Californie :

« *Afin qu'il y ait au moins un minimum de certitude que le combat d'Angela Davis pour la vie ait lieu au grand jour dans un tribunal et non dans les profondeurs obscures de quelque cellule de prison, sous le regard de ceux pour qui son destin est inévitablement lié au destin de la contestation aux États-Unis, nous soussignés exigeons qu'Angela Davis soit immédiatement mise en liberté sous caution.* »

C'était comme si toutes ses années de formation défilaient maintenant devant elle, rassemblées dans la solidarité. Mais le soutien à Davis n'est pas resté l'apanage des intellectuels. Des militants communistes de base et des milliers d'autres militants de gauche, qui étaient habitués, depuis mai 1968, à descendre dans la rue autour de questions sociales, lui écrivirent et défilèrent. *L'Humanité* a estimé à 60 000 le nombre de manifestants qui, en octobre 1971, firent les quelque 4 km séparant la place du Colonel Fabien, siège du PCF, de celle

de la Bastille, cœur révolutionnaire de la ville. En tête de la procession marchait Aragon, poète de la Résistance et père du communisme littéraire, aux côtés de Fania Davis Jordan, qui faisait le tour de l'Europe pour défendre sa sœur. Fania évoqua la tradition révolutionnaire française et exprima sa gratitude pour une démonstration de soutien qui n'était pas similaire à celles dont elle avait été témoin pendant son tour du monde. Elle réclama la libération de sa sœur, l'arrêt des assassinats en prison, le retour inconditionnel des troupes états-uniennes du Vietnam. Son discours fut diffusé à la radio nationale française. Elle parla dans un français que le présentateur qualifia de « *plus que correct* ». Comme sa grande sœur, Fania avait fait des études de français à l'université.

L'histoire ne s'arrête pas là...

Il y a en France une longue histoire d'icônes féminines qui incarnent la révolte et la révolution et pour qui la passion est synonyme de passion révolutionnaire : Jeanne d'Arc, la martyre et *voyante* catholique ; Mme Roland, la révolutionnaire ; Louise Michel, l'héroïne de la Commune de Paris ; Marianne, le symbole de la République française ; Djamila Boupacha, émule de Djamila Bouhired, dont Picasso fit le portrait ; et Angela Davis, la jeune fille qui avait lu les graffitis anti-algériens sur les murs de Paris, en 1962, qui avait noué des relations amicales avec des immigrés martiniquais dans une chambre de bonne du Quartier latin, et qui continue aujourd'hui, au-delà des événements de 1970, à hanter l'imagination des écrivains et des artistes français.

Le romancier guadeloupéen Daniel Maximin a construit son épopée nationale, *L'Isolé Soleil*, autour de trois personnages du nom d'Angela, de George et de Jonathan, qui réapparaissent dans deux incarnations. Dans la première, l'histoire de l'emprisonnement de Davis fait écho à la rébellion des esclaves qui secoua la Guadeloupe en 1802. Dans la seconde, Maximin utilise des bribes d'une langue inventée de toutes pièces, tirée de la traduction française de l'autobiographie de Davis, y compris des lettres citées par elle de George Jackson, le frère de Jonathan Jackson. Jonathan, l'« *homme-enfant* », le garçon qui a dû grandir avant son heure, devient « *ti-mâle* ».

En 2010, Rachid Bouchareb, le cinéaste franco-algérien réputé pour ses films sur le racisme dans l'armée française (*Indigènes*) et le massacre de Sétif (*Hors-la-loi*), a annoncé son intention de faire un *biopic* sur Angela Davis. Dans une interview au journal algérien *El Watan*, il a déclaré que ce qui l'avait attiré dans l'histoire de Davis, c'était l'étudiante africaine-américaine à Paris qui discutait avec des Algériens à Barbès-Rochechouart. Même Yannick Noah, le champion de tennis devenu chanteur de pop, a célébré Davis dans une chanson intitulée « *Angela* », « *l'ange* » qui « *proteste* ». À Aubervilliers, ville multiraciale de la banlieue

nord-est de Paris et bastion communiste, une école primaire a été baptisée « École maternelle Angela Davis » – une école pour la France de demain.

Quand elle était enfant, Angela Davis avait trouvé un moyen pour être libre : elle parlait français. Aujourd'hui, pour les francophones, son histoire est devenue une histoire mythique de liberté, réduite à quelques éléments essentiels : une jeune étudiante africaine-américaine venue étudier en France découvre la révolution dans les luttes de la décolonisation et revient dans son pays pour défier les pouvoirs en place et triompher de ses ennemis. C'est l'histoire que racontent Daniel Maximin et Rachid Bouchareb ; mais aussi des chauffeurs de taxi, des secrétaires et des milliers de Français ordinaires. Les détails changent, mais le pouvoir de cette histoire demeure. ■

(Traduit de l'anglais par Christophe Jaquet, ch.jaquet@yahoo.fr.)

Cet article est adapté de *Dreaming in French: The Paris Years of Jacqueline Bouvier Kennedy, Susan Sontag, and Angela Davis*, d'Alice Kaplan, qui vient de paraître chez University of Chicago Press. Il a été publié le 2 avril 2012, dans *The Nation*.

NOTES

■ 1. NdT : Il va de soi que cette « nationalité » accordée aux Algériens n'ouvrait pas exactement les mêmes droits que celle accordée aux métropolitains. ■ 2. NdT : Le « *passing* » consiste, pour un membre d'une communauté « racialement » identifiée, à se faire passer (ou à pouvoir passer) pour le membre d'une autre communauté. Le terme fait le plus souvent référence à un Noir assez pâle de peau pour se faire passer pour un Blanc. C'est le thème central de *J'irai cracher sur vos tombes*, de Boris Vian. ■ 3. NdT : En réalité, il en changea l'itinéraire pour acheter la gazette. Ce qu'il avait déjà fait en 1762 pour acheter le *Contrat social* de Rousseau.

